

Nonna Mayer

Centre d'études européennes de Sciences Po-CNRS

L'ANTISEMITISME EN FRANCE EN 2013¹

La France est-elle touchée par une vague d'antisémitisme sans précédent ? Non, répond Nonna Mayer. S'appuyant sur le rapport 2013 de la CNCDH, elle montre que les juifs restent de loin la minorité la moins stigmatisée, même si la crise affecte de façon globale l'indice de tolérance.

L'affaire Mérah, la vague de violences antijuives qui l'ont suivie, les provocations de l'humoriste Dieudonné, alimentent un débat sur l'antisémitisme. La consultation en ligne réalisée en 2013 pour l'Agence européenne des droits fondamentaux² sur la perception de l'antisémitisme par les juifs d'Europe révèle une profonde inquiétude au sein de cette population et tout particulièrement en France. Les deux tiers de l'échantillon considèrent que l'antisémitisme est un problème majeur dans leur pays, les trois quarts qu'il a empiré au cours des cinq dernières années. Ces proportions montent respectivement à 85 et 88% en France, et l'étude qualitative menée par CSA auprès de personnes se définissant comme juives confirme leur inquiétude³. Le sondage annuel sur le racisme, effectué pour la CNCDH auprès d'un échantillon national représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine, permet de suivre depuis 1990 les opinions à l'égard de toutes les minorités et notamment des juifs. Ses données nuancent quelque peu la thèse du « retour » de l'antisémitisme dans l'opinion publique hexagonale.

Ceux qui n'aiment pas les juifs n'aiment pas non plus les arabes

Les préjugés à l'égard des diverses minorités sont étroitement corrélés. Ceux qui n'aiment pas les juifs ont tendance à ne pas non plus aimer les étrangers, les immigrés, les Arabes, les musulmans, les noirs, les roms. On a là un pattern cohérent, un syndrome « ethnocentriste », et inégalitaire au sens où l'entendaient Adorno et ses collègues⁴, c'est-à-dire une disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie, et à inférioriser les « autres », les *outgroup*, ceux qui paraissent différents par leur origine, leur religion, leur couleur de peau, leur culture ou leurs pratiques sexuelles. Quel que soit le groupe ciblé, son rejet s'explique par les mêmes facteurs, principalement le niveau d'instruction et l'orientation politique. L'ethnocentrisme décroît avec le niveau de diplôme parce que par définition l'école ouvre sur le monde, sur d'autres langues et d'autres cultures, et apprend à penser rationnellement. Il est plus fréquent

¹ Ce texte s'appuie sur la seconde partie du rapport de la CNCDH : Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale, « Le regard des chercheurs sur les phénomènes de racisme », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Années 2013*, Paris, La Documentation française, 2014, p. 153-215, tout particulièrement le chapitre 3 « La dynamique des préjugés envers les juifs ».

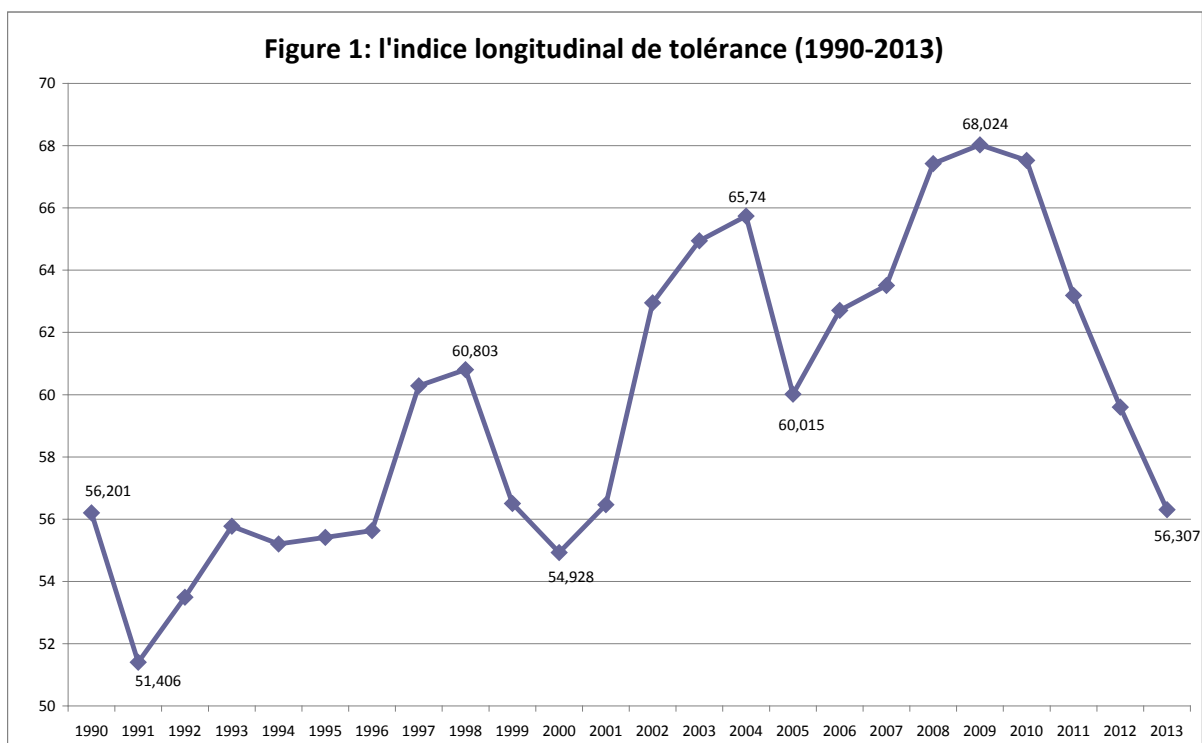
² Enquête effectuée en ligne dans huit pays, sur un échantillon de près de 6000 personnes qui se définissent comme juives contactées par email via les organisations et associations juives du pays (en France le CRIF, Tribune juive, Alliance), donc auprès des personnes les plus intégrées dans les réseaux communautaires. Le rapport est disponible sur le site de la FRA : <http://fra.europa.eu/fr/news/2013/la-fra-presente-les-resultats-de-lenquete-sur-lantisemitisme-au-parlement-europeen>, consultée le 20 avril 2014.

³ Cf. « L'enquête qualitative : le rapport de l'Institut CSA », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Années 2013*, Paris, La Documentation française, 2014, p.37-67.

⁴ Theodor W. Adorno et al., *Etudes sur la personnalité autoritaire* (trad. Hélène Frappat), Paris, Allia, 2007 (édition américaine 1950).

à droite qu'à gauche et il atteint son maximum à l'extrême droite du champ politique, chez les sympathisants du FN, qui a inscrit au cœur de son programme la « priorité nationale ».

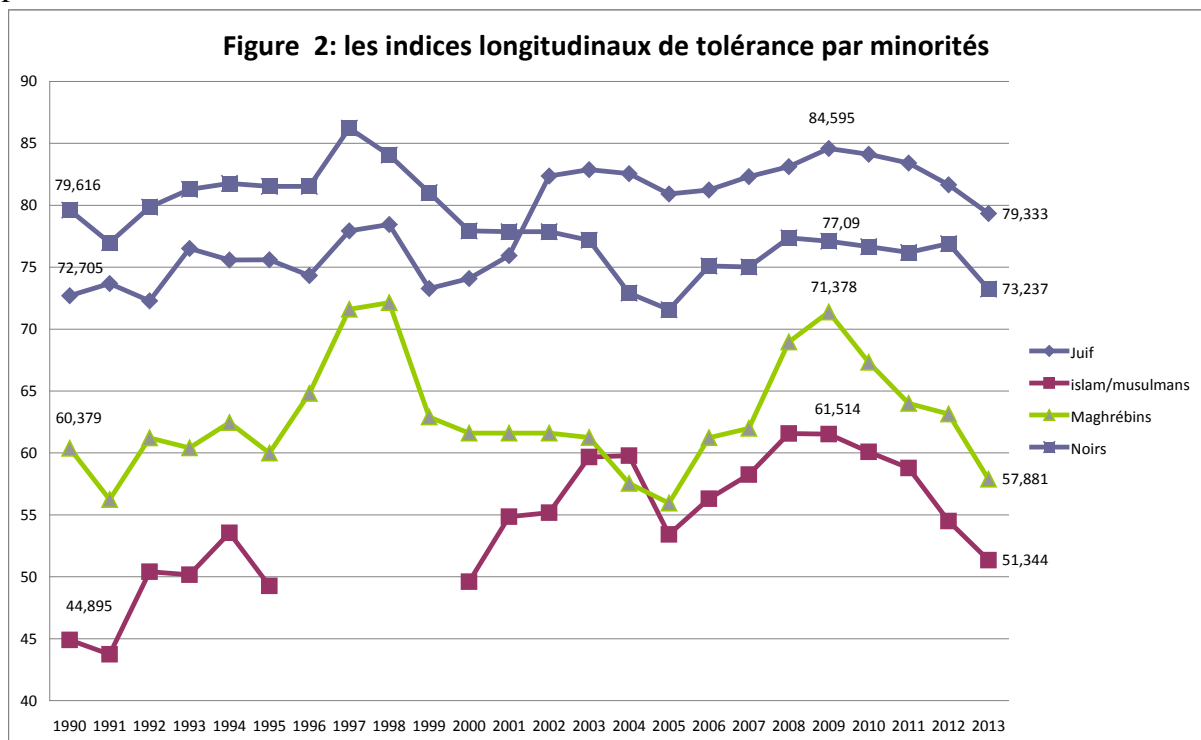
Ces préjugés évoluent dans le temps de manière similaire. Depuis 1990 on observait une acceptation croissante de la diversité, liée au renouvellement générationnel, à la hausse du niveau d'études, au brassage de la population. Mais avec la crise économique de 2008 et la centralité croissante du FN et de ses idées dans le débat politique, la tendance semble s'inverser. Pour la quatrième année consécutive, l'indice longitudinal de tolérance des minorités qui agrège 65 séries de questions posées à au moins deux reprises dans le baromètre CNCDH depuis 1990, est en baisse (figure 1.). Et quand on compare les évolutions de l'indice pour les quatre minorités sur lesquelles on dispose de suffisamment de questions sur le long terme - maghrébine, musulmane, noire, juive - (figure 2), on voit que les opinions à l'égard de ce dernier groupe suivent la même pente.



Les juifs sont en France la minorité la plus acceptée

Il existe toutefois une nette hiérarchie dans les préjugés et les Français juifs sont de loin la minorité la plus acceptée aujourd'hui en France (figure 2). Si leur score sur l'indice a baissé de 6 points depuis 2009, où il atteignait un niveau record de 85 sur 100, il reste supérieur à celui de tous les autres groupes : 6 points au dessus de celui des noirs, 21 au dessus de celui des maghrébins, 28 au dessus des musulmans. La comparaison des opinions à l'égard des juifs et des musulmans sur quelques questions composant l'indice est éclairante. Le sentiment que les Français juifs sont «des Français comme les autres » concerne 85 % de l'échantillon en 2013, soit vingt points au dessus de la proportion observée pour les Français musulmans. La demande de sanction judiciaire pour des propos comme « sale juif » a augmenté depuis l'an dernier, passant de 76 à 82 %, soit un niveau supérieur à celui qu'on observe pour tous les autres groupes (79 % pour « sale arabe », 80 % pour « sale noir », 76 % pour « sale rom »). L'idée que les juifs formeraient un groupe à part dans la société est approuvée par 31 % de l'échantillon soit une proportion bien inférieure à celles observée pour les asiatiques (41 %), les maghrébins (46 %) et les musulmans (56 %), sans parler des gens du voyage (82 %) et des

roms (87 %). Et si la religion juive évoque quelque chose de négatif pour 31 % des personnes interrogées, soit une hausse de huit points en un an, le rejet est sans commune mesure avec celui dont souffre la religion musulmane, avec 50 % d'opinions négatives, en hausse de 13 points en un an.



Les stéréotypes associant les juifs au pouvoir et à l'argent ont la vie dure

Chaque groupe a des traits d'image spécifiques. Des stéréotypes tenaces associent les juifs à l'argent, et au pouvoir. Un quart de l'échantillon est « tout à fait d'accord » avec l'idée selon laquelle les juifs auraient « un rapport particulier à l'argent », 37 % « plutôt d'accord », soit au total plus de 60 % des personnes interrogées qui adhèrent à ce préjugé, proportion qui dépasse 70 % chez les plus de 64 ans (contre 49 % chez les jeunes de moins de 25 ans), et chez les personnes qui n'ont pas le bac, et frôle 80 % chez les personnes qui se situent dans les deux cases les plus à droite de l'échelle gauche droite. L'étude qualitative de CSA pour la CNCDH apporte d'ailleurs un éclairage intéressant sur ce préjugé, fréquent dans les entretiens mais plutôt sur le mode positif : cet argent il est bien gagné, il est le fruit du travail et de l'effort, etc. La minorité juive est présentée comme un contre modèle opposé aux populations issues de l'immigration arabo-musulmane. Mais un stéréotype, même positif, reste du racisme, il essentialise le groupe, il peut facilement se retourner et générer envie et ressentiment.

L'idée d'une influence disproportionnée des juifs, dans la lignée du célèbre faux fabriqué par la police du tsar, le Protocole des Sages de Sion, résiste également au temps. La proportion de personnes approuvant l'idée selon laquelle les Juifs auraient « trop de pouvoir » ne descend jamais très en dessous de 20%, avec des pics périodiques au dessus de 30%. C'est le cas en 1999 lors du débat très médiatisé sur l'indemnisation des biens des juifs confisqués sous l'Occupation (31 %), puis en septembre 2000 après le début de la Seconde Intifada en septembre 2000 (34 %), qui entraîne en France une forte hausse du sentiment anti-Israélien et une vague de violences antisémites sans précédent depuis la Libération. C'est de nouveau le cas en 2013 (34 %).

La relation complexe entre antisémitisme et image d'Israël

La création de l'Etat d'Israël a modifié l'image des juifs, et un débat s'est ouvert récemment sur l'émergence d'une « nouvelle judéophobie »⁵. Elle ne se fonderait plus sur la notion de « peuple déicide » caractéristique de l'anti-judaïsme chrétien, ou sur la prétendue supériorité de la race aryenne, comme au temps du nazisme, mais sur l'antisémitisme et l'amalgame polémique entre « Juifs », « Israéliens » et « sionistes ». Elle s'abriterait derrière la défense des droits de l'homme et des opprimés, retournant contre les victimes d'hier l'accusation de racisme et d'impérialisme. Et l'antisémitisme qui hier sévissait surtout à l'extrême droite serait en train de migrer à l'extrême gauche. Deux questions de l'enquête permettent d'explorer le lien entre l'antisémitisme, l'image d'Israël et la question des responsabilités dans le conflit israélo-palestinien. Là encore le constat doit être nuancé. Les personnes qui se situent à droite insistent un peu plus sur la responsabilité des Palestiniens, celles qui se situent à gauche sur celle des Israéliens, mais à gauche comme à droite l'opinion largement majoritaire est qu'ils sont autant responsables l'un que l'autre (les deux tiers de l'échantillon). Les jugements négatifs ou indifférents (ni positif ni négatif) sur Israël l'emportent largement sur les jugements positifs (respectivement 40 et 31 contre 26 %). Contrairement à ce que suggère la thèse du nouvel antisémitisme, l'image d'Israël est aujourd'hui plus négative à droite qu'à gauche et c'est à droite, pas à gauche, qu'on trouve le plus de personnes cumulant un score élevé sur notre échelle d'antisémitisme et une image négative d'Israël (tableau 1). Leur proportion atteint 41 % dans les deux dernières cases de l'échelle gauche-droite (et 45 % chez les proches du FN) tandis qu'à gauche elle tombe à 19 %. Et si elle se relève un peu à l'extrême gauche (atteignant 28 % chez les personnes déclarant une proximité avec le Front de gauche, le Parti communiste, le NPA ou LO), la proportion reste bien en dessous du niveau observé à droite.

Tableau 1. Antisémitisme, image d'Israël et position sur l'échelle gauche droite (%)

Echelle d'antisémitisme	Image d'Israël	Autoposition sur l'échelle gauche droite					Total
		Gauche	Centre G	Centre	Centre D	Droite	
Non antisémite	Positive	19	13	11	15	9	13
	Négative	14	13	13	14	9	12
	Indifférente	21	20	19	16	9	17
Antisémitite	Positive	13	14	10	15	14	13
	Négative	19	26	26	28	41	29
	Indifférente	13	15	21	13	17	16
		(196)	(183)	(232)	(151)	(264)	(1026)

Source : BVA/CNCDH 2013

Enfin quand on prend en compte la dizaine de questions de l'enquête pour la CNCDH qui ont trait d'une manière ou l'autre aux juifs, le noyau dur et structurant des préjugés à leur égard est formé par les stéréotypes classiques du pouvoir et de l'argent, non par les perceptions d'Israël et du conflit.

Face à un phénomène aussi complexe que l'antisémitisme, sur lequel l'étude qualitative menée par CSA montre que les interviewés ont beaucoup plus de réticence à s'exprimer que sur le racisme anti-immigrés ou islamophobe, les sondages ont leurs limites. Ils mesurent des opinions, distinctes des comportements effectifs. Les réponses dépendent de la manière dont la question est posée, et comprise, du moment où elle est posée. Avec ces limites, le Baromètre annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie constitue néanmoins une base de données unique en son genre, permettant de mettre en perspective l'évolution des

⁵ Voir notamment Pierre-André Taguieff, *La nouvelle judéophobie*, Paris, Fayard, 2002

opinions à l'égard de toutes les minorités depuis 1990. L'ensemble de la société française depuis quatre ans est gagnée par le refus de l'Autre, par une intolérance à l'égard des immigrés et des étrangers, boucs émissaires classiques dans un contexte de crise économique et de montée continue du chômage. Le niveau d'adhésion aux stéréotypes antisémites suit ce mouvement général, mais plus lentement. Les cibles principales de ce ressentiment sont aujourd'hui les immigrés et plus particulièrement les musulmans, et surtout les roms.